Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

51 | 2015

Atlantique ibérique et migrations après les
indépendances américaines

Exils et circulations des idées politiques entre Amérique hispanique et Espagne après les indépendances (1820-1836)

*Exile and Circulation of Political Ideas between Spain and Spanish America after
Independence (1820-1836)*

*Exil und politischer Ideentransfer zwischen Spanien und den
spanischsprachigen Staaten Südamerikas nach deren Unabhängigkeit
(1820-1836)*

Juan Luis Simal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4918>

DOI : 10.4000/rh19.4918

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 35-51

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Juan Luis Simal, « Exils et circulations des idées politiques entre Amérique hispanique et Espagne après les indépendances (1820-1836) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 51 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4918> ; DOI : 10.4000/rh19.4918

Tous droits réservés

JUAN LUIS SIMAL

*Exils et circulations des idées politiques entre
Amérique hispanique et Espagne après les
indépendances (1820-1836)*

En 1820, un groupe d'officiers libéraux souleva les troupes cantonnées au sud-ouest de l'Espagne et prêtes à embarquer vers les Amériques, en une ultime tentative destinée à récupérer des colonies où la rébellion durait depuis dix ans déjà. C'est ainsi que débuta ce qu'on appelle le Triennat Libéral, au cours duquel la Constitution de 1812 fut restaurée. Le régime libéral parvint à se maintenir jusqu'à ce qu'en 1823, les puissances de la Sainte Alliance chargent la France de rétablir Ferdinand VII dans ses pleins pouvoirs de monarchie. Immédiatement après commença un exil massif au cours duquel des milliers de libéraux s'éparpillèrent à travers l'Europe et, dans une moindre mesure, en Amérique.

Cet article analyse le parcours de ces exilés espagnols sur le continent américain et les contacts qu'ils établirent avec les représentants des nouvelles nations hispano-américaines dans d'autres zones d'émigration (principalement à Londres)¹. L'émancipation des territoires américains anciennement espagnols s'accompagna de leur non reconnaissance diplomatique, de relations naissantes mais marquées par une méfiance réciproque – voire par le conflit armé – et de la paralysie des échanges économiques; pourtant, tout cela n'empêcha pas que soient maintenus des contacts entre l'Espagne et l'Amérique Latine, principalement à travers des voies non officielles². Et, notamment, par l'intermédiaire des exilés. L'exil devint un moyen de maintenir des relations politiques et de prolonger des processus intellectuels, en plus de promouvoir les transferts idéologiques. Il favorisa également la circulation, dans le monde hispanique, d'idées et d'expériences venues des États-Unis, de Grande Bretagne ou de France et à des échanges triangulaires entre l'Espagne, l'Amérique latine et les espaces d'accueil des exilés. Dans le contexte des États héritiers de la monarchie hispanique – le royaume d'Espagne en Europe et

1. Cet article développe et détaille certains aspects publiés dans Juan Luis Simal, *Emigrados. España y el exilio internacional, 1814-1834*, Madrid, CEPC, 2012. Je remercie le comité de rédaction de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* pour ses commentaires et suggestions.

2. Matthew Brown et Gabriel Paquette (eds), *Connections after Colonialism: Europe and Latin America in the 1820's*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2013.

les différentes républiques en Amérique – les exilés furent les acteurs d’une politisation croisée des deux côtés de l’Atlantique ; ils contribuèrent à forger une communauté hispano-américaine post-impériale.

Cet article présente, dans un premier temps, quelques cas marquants d’exilés qui traversèrent l’Atlantique, en mettant l’accent sur leur intégration dans les sociétés hispano-américaines et sur leur participation à l’établissement d’institutions étatiques dans les nations indépendantes. Il examine ensuite les collaborations qu’Espagnols et Latino-américains développèrent en exil. Il se conclut par quelques remarques sur le rôle de l’exil dans la reconfiguration de l’espace atlantique hispanique post-impérial et sur ses relations avec le républicanisme hispano-américain.

*

TRAVERSER L’ATLANTIQUE : EXILÉS ESPAGNOLS AUX ÉTATS-UNIS ET EN AMÉRIQUE LATINE

Les rares exilés espagnols qui décidèrent de traverser l’Atlantique s’installèrent sur tout le continent américain, de Boston à Buenos Aires. Environ une cinquantaine de libéraux péninsulaires et cubains s’établirent aux États-Unis. En décembre 1823 arrivèrent les trois députés cubains des Cortès de Madrid : Félix Varela, Leonardo Santos Suárez et Tomás Gener. Ils étaient, en plus de celui de Porto Rico, les seuls députés américains restés aux Cortès après le départ, en février 1822, de la plupart des représentants américains, lesquels avaient rompu définitivement avec le processus de réforme constitutionnelle de l’empire espagnol entrepris une décennie plus tôt. Malgré cela, les députés cubains avaient promu une ultime tentative de réorganisation décentralisatrice de la monarchie. En 1823 cependant, ils ne pouvaient pas rentrer chez eux puisque les autorités et l’élite créole avaient accepté la restauration de Ferdinand VII³.

Ces Cubains ne furent pas les seuls à trouver refuge aux États-Unis. La répression, en août 1823, de la conspiration indépendantiste organisée par la loge des Soleils et Rayons de Bolívar [*Soles y Rayos de Bolívar*], envoya en prison ou en exil plusieurs de ses membres, comme le poète José María Heredia qui partit aux États-Unis. Cette conspiration avait des ramifications aux États-Unis ainsi qu’à Cuba et comptait en son sein des Hispano-américains de diverses origines, dont plusieurs députés aux Cortès déçus par le projet libéral⁴. Le Gaditan Tiburcio Campe venait également de Cuba où il avait publié de nombreux ouvrages libéraux. Il s’installa à la Nouvelle-Orléans et,

3. José A. Piqueras, *Félix Varela y la prosperidad de la patria criolla*, Madrid, Mapfre, 2007 ; Salvador Broseta Perales, *Autonomismo, insurgencia, independencia: América en las Cortes del Trienio Liberal, 1820-1823*, Cádiz, Fundación Municipal de Cultura, 2012.

4. Jaime E. Rodríguez O., *The Emergence of Spanish America. Vicente Rocafuerte and Spanish Americanism, 1808-1832*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1975, p. 69-84.

en 1824, prit la tête du groupe d'Espagnols qui rencontrèrent le marquis de La Fayette lors de sa tournée en Amérique du Nord⁵. En février 1824, les Espagnols Felix Mejía – rédacteur de *El Zurriago*, un des principaux journaux des libéraux radicaux [dits *exaltés*] –, Ramón Ceruti, Leonardo Pérez et José Espinola arrivèrent à Baltimore. Les trois derniers acceptèrent l'offre d'Eugenio Cortés, représentant officieux du Mexique aux États-Unis, de se rendre dans son pays. Mejía demeura quant à lui trois ans à Philadelphie – foyer intellectuel pour les Hispano-américains exilés depuis la fin du XVIII^e siècle⁶ – où il réalisa une œuvre littéraire et politique significative et entra également en contact avec Joseph Bonaparte, ex-roi d'Espagne, exilé lui aussi⁷. Pendant la décennie de 1820, des exilés péninsulaires continuèrent de se rendre aux États-Unis après avoir passé leurs premières années d'émigration en Europe, à l'instar du groupe arrivé en 1830 en provenance de Liverpool⁸, ou de Miguel Cabrera de Nevares, qui avait quitté la France pour s'installer à New York en 1832. Ce n'était pas la première fois que les chemins de l'exil menaient Cabrera de Nevares outre-Atlantique, puisqu'en 1819-1820 il avait résidé à Buenos Aires et au Brésil. Pendant le Triennat, il avait présenté aux Cortès un plan de pacification, entérinant l'indépendance acquise *de facto* par certains territoires, et prévoyant la réincorporation des autres provinces sous forme confédérale⁹.

En plus de Ceruti, Pérez et Espinola, plusieurs exilés espagnols se réfugièrent dans des pays d'Amérique latine. Leur nombre n'était pas élevé, alors même qu'on aurait pu s'attendre à l'existence de réseaux de soutien qui auraient facilité leur installation. Plusieurs raisons expliquent cette faible présence de l'Amérique latine dans l'exil espagnol. Tout d'abord, la difficulté à réaliser un voyage long et coûteux dans la situation critique où se trouvaient la plupart d'entre eux. Dans la seconde moitié de l'année 1823, l'indépendance de la majorité des territoires du continent était par ailleurs acquise, après plus d'une décennie de guerres intenses qui avaient développé dans la population une grande méfiance envers les Péninsulaires, considérés comme des ennemis des nouvelles nations¹⁰. De même, les tensions qui avaient opposé aux Cortès les députés péninsulaires et les représentants hispano-

5. Mar Vilar, *La prensa en los orígenes de la enseñanza del español en los Estados Unidos, 1823-1833*, Murcia, Universidad de Murcia, 1994; Alberto Gil Novales [dir.], *Diccionario biográfico de España (1808-1833)*, Madrid, Fundación Mapfre, 2010.

6. Monica Henry, « Les premières publications révolutionnaires des exilés hispano-américains aux États-Unis », *Transatlantica* [en ligne], 2 / 2006.

7. Juan Luis Simal, « En la cuna de la libertad : Félix Mejía, un exiliado español en Estados Unidos, 1824-1827 », *Historia y Política*, n° 20, 2008, p. 265-291.

8. Mar Vilar, *La prensa en los orígenes...*, *op. cit.*, p. 143-148.

9. Javier Pérez Núñez, « Memorias sobre América de un exiliado liberal español. Los viajes de Miguel Cabrera de Nevares (1786-1843) », in Manuel Pérez Ledesma [dir.], *Trayectorias trasatlánticas (Siglo XIX). Personajes y redes entre España y América*, Madrid, Polifemo, 2013, p. 71-94.

10. Tomás Pérez Vejo, « La hispanofobia como elemento de movilización en las guerras de Independencia. ¿Un mito historiográfico? », in Antolín Sánchez Cuervo et Ambrosio Velasco Gómez [dir.], *Filosofía política de las independencias latinoamericanas*, Madrid, Biblioteca Nueva/CSIC, 2012, p. 218-235.

américains ne présageaient pas d'un soutien ferme de la part de ces derniers, qui, pour beaucoup, étaient revenus dans leurs pays d'origine afin d'occuper des positions de pouvoir. De fait, la haine de l'Espagnol toucha même ceux qui étaient restés dans les nouvelles nations après l'indépendance. Les exilés péninsulaires durent également écarter la possibilité de trouver refuge aux Antilles. Dès avant la chute du régime constitutionnel, en juillet 1823, la municipalité de La Havane, sous la pression du capitaine général Francisco Vives, avait rejeté une motion destinée à offrir l'asile aux constitutionnalistes qui quitteraient la Péninsule¹¹.

Malgré tout, quelques Espagnols gagnèrent les nations hispano-américaines et une bonne partie d'entre eux collaborèrent à la construction de leurs institutions et de leur vie politique. Le cas le plus emblématique est peut-être celui de l'important philosophe, écrivain et journaliste, José Joaquín de Mora. Lors de son premier exil à Londres, il avait fait la connaissance de Bernardino Rivadavia, agent diplomatique des Provinces Unies du Rio de la Plata qui, en 1827, le convainquit de se rendre à Buenos Aires. Rivadavia continuait ainsi à recourir à la collaboration d'exilés espagnols pour construire les institutions de la nouvelle république, à l'instar de ce qu'il avait fait en 1815 avec les scientifiques José María de Lanz et Felipe Senillosa¹². Mora collabora avec le président Rivadavia et dirigea plusieurs publications. En 1828, il s'installa au Chili, entra comme haut fonctionnaire, organisa le Liceo – une institution culturelle et récréative –, fonda plusieurs journaux et fut l'un des rédacteurs de la constitution chilienne de 1828. Au début de l'année 1831, après plusieurs affrontements avec le gouvernement, il partit au Pérou. Établi en Bolivie, il poursuivit ses travaux littéraires, pédagogiques et politiques. Il revint en Europe en 1838 comme consul à Londres et Madrid pour la Confédération Péruviano-Bolivienne¹³. Recruter des exilés péninsulaires pour les projets hispano-américains ne fut pas une pratique exceptionnelle. Manuel E. de Gorostiza, né dans la Vice-Royauté de Nouvelle Espagne, avait figuré dans les rangs du libéralisme espagnol pendant le Triennat. En exil, capté par des diplomates mexicains, il entra au service de la République mexicaine une fois naturalisé. Après son installation au Mexique en 1833, il occupa diverses charges politiques, dont les ministères des Finances et des Relations Extérieures¹⁴. De son côté, Félix Mejía, après son séjour aux États-Unis déjà mentionné, se rendit au Guatemala en 1827, dans le sillage du diplomate

11. Larry R. Jensen, *Children of colonial despotism. Press, Politics, and Culture in Cuba, 1790-1840*, Tampa, University of South Florida Press, 1988.

12. Manuel Lucena Giraldo, *Historia de un cosmopolita. José María de Lanz y la fundación de la ingeniería de caminos en España y en América*, Madrid, Colegio de Ingenieros, 2005.

13. Miguel Luis Amunátegui, *Don José Joaquín de Mora: apuntes biográficos*, Santiago de Chile, Imprenta Nacional, 1888.

14. Manuel Ortuño, «Manuel Eduardo de Gorostiza, hispano-mexicano, romántico y liberal», *Cuadernos Hispanoamericanos*, n° 460, 1988, p. 105-120.

Juan de Dios Mayorga, et s'impliqua dans l'organisation des Finances et du système judiciaire du pays¹⁵.

Quelques exilés, en revanche, préférèrent trouver refuge dans des zones d'Amérique qui n'étaient pas encore véritablement indépendantes. Plusieurs, dont le futur *leader* du parti progressiste espagnol, Antonio González, arrivèrent en 1824 au Pérou. La vice-royauté connaissait alors un véritable état de guerre, qui opposait les factions absolutiste et libérale de l'armée loyaliste, mais également celles-ci aux armées indépendantistes. Après la défaite définitive de l'Espagne lors de la bataille d'Ayacucho, le 9 décembre 1824, les exilés entamèrent une nouvelle étape dans leur carrière. L'un d'eux, Facundo Infante, devint aide de camp du Libérateur Antonio de Sucre et fut ministre de l'Intérieur de la Bolivie entre 1826 et 1828. Il revint en Espagne en 1834 où il obtint plusieurs portefeuilles ministériels¹⁶. González, quant à lui, s'installa à Arequipa où il acquit une grande renommée en tant qu'avocat. Son intervention fut décisive pour faire sortir de prison Baldomero Espartero, chef du groupe de militaires espagnols connus comme les *Ayacuchos* pour leur participation à la bataille susmentionnée, qui allaient jouer un rôle central dans l'évolution du libéralisme en Espagne. Espartero fut régent de la monarchie de 1840 à 1843, avec González et Infante comme ministres de son gouvernement¹⁷.

Néanmoins, la Péninsule ne fut pas la seule source d'exilés dans le monde hispanique très divisé de l'époque. Les guerres d'indépendance en Amérique, suivies de conflits internes dans les nouvelles nations, conduisirent de nombreux individus – y compris des Américains demeurés fidèles à la monarchie et plusieurs *leaders* politiques de l'émancipation – sur le chemin de l'exil¹⁸. Des milliers d'Espagnols qui étaient restés dans les républiques latino-américaines subirent également l'exil pour des raisons politiques, nées des tensions propres à des nations en construction, et ils durent traverser l'Atlantique en sens inverse, d'ouest en est¹⁹. Au Mexique, les *gachupines* – comme on appelait ceux qui étaient originaires de la Péninsule – furent victimes du climat d'hispanophobie qui s'empara de l'opinion publique, conforté par le refus de l'Espagne de reconnaître l'indépendance du pays et par les révélations sur des projets de conspirations impliquant des Espagnols. Dans un tel cli-

15. Ángel Romera, *Ilustración y Literatura en Ciudad Real*, Ciudad Real, Diputación Provincial, 2006.

16. María Isabel López, *El General Infante: un liberal en España y Bolivia*, Badajoz, CEEXCI, 2010.

17. Javier Pérez Núñez, «Antonio González» in *Diccionario Biográfico Español*, Madrid, Real Academia de la Historia, 2011 ; Natalia Sobrevilla, 'From Europe to the Andes and Back: Becoming "Los Ayacuchos"', *European History Quarterly*, n° 41/3, 2011, p. 472-488.

18. Mario Sznajder et Luis Roniger, *The Politics of Exile in Latin America*, Nueva York, Cambridge University Press, 2009.

19. Harold Sims, *La expulsión de los españoles de México (1821-1828)*, México, FCE, 1974 ; Paul Rizo Patrón Boylan, «Las emigraciones de los súbditos realistas del Perú hacia España durante la crisis de la independencia», in Scarlett O'Phelan [dir.], *La independencia en el Perú. De los Borbones a Bolívar*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, 2001, p. 407-428.

mat, beaucoup d'Espagnols quittèrent le Mexique, en particulier des riches commerçants, des hauts fonctionnaires, des employés de l'administration, des militaires et des membres du haut clergé. L'hispanophobie atteignit son apogée avec les lois d'expulsion de la fin des années 1820. Au Mexique, la définition de l'identité nationale se construisit, en grande partie, contre l'identité espagnole. La question s'immisça dans les conflits entre les deux principaux groupes politiques, formés autour des loges maçonniques de rite écossais et du rite d'York. Les «Yorkins», républicains radicaux, déployèrent un discours privilégiant les natifs et présentèrent les Espagnols comme les résidus de l'ordre colonial; ils firent de cette thématique une des clefs de voûte de leur projet politique²⁰.

Les exilés espagnols qui avaient quitté le Mexique se retrouvèrent dans une situation extrêmement difficile. Un décret du roi, daté de mai 1824, les avait laissés absolument sans défense, en les excluant de tout type d'amnistie pour être restés dans la nouvelle république. Le gouvernement mexicain refusa par ailleurs d'octroyer une aide au retour dans la Péninsule, si bien que la majeure partie des 7 148 Espagnols qui quittèrent le Mexique entre 1827 et 1829 gagnèrent les États-Unis, l'Angleterre ou la France. Malgré la méfiance de certaines autorités cubaines, l'île devint une autre de leurs destinations. Quelque 125 militaires furent acceptés et firent partie, en 1829, de l'expédition manquée de reconquête du Mexique, dirigée depuis Cuba par le brigadier Isidro Barradas. Les nouvelles assurant que les Espagnols expulsés collaboraient à cette entreprise de reconquête maintinrent en alerte les autorités mexicaines et augmentèrent la défiance envers les Espagnols²¹.

Malgré l'hispanophobie grandissante, quelques exilés péninsulaires non seulement se rendirent au Mexique, mais prirent une part active aux débats nationaux, notamment à ceux qui opposaient «Yorkins» et «Écossais». Eugenio de Aviraneta, ex-maire pendant le Triennat, arrivé au Mexique en 1825, soutint les «Écossais», mais fut expulsé en 1827 et partit pour la Nouvelle-Orléans où il entreprit d'organiser une expédition contre le Mexique. Ses plans échouèrent quand les commerçants qui devaient les financer l'abandonnèrent. Il se rendit alors à Cuba et, en mars 1828, présenta au capitaine général Vives un mémoire où il certifiait qu'avec une armée de 25 000 hommes, il était possible de récupérer le Mexique. Il fit partie de la junte chargée de planifier l'opération militaire, en mobilisant les Espagnols restés au Mexique susceptibles de collaborer, mais le projet échoua à nouveau. Quoi qu'il en soit, en juillet 1829, il participa à l'expédition de Barradas²².

20. Érika Pani, «De coyotes y gallinas: hispanidad, identidad nacional y comunidad política durante la expulsión de españoles», *Revista de Indias*, 2003, volume LXIII, n° 28, p. 355-374.

21. Jesús Ruiz de Gordejuela, *La expulsión de los españoles de México y su destino incierto, 1821-1836*, Sevilla, Universidad de Sevilla/CSIC/Diputación de Sevilla, 2006.

22. Anna M. García Rovira, «Eugenio de Aviraneta e Ibarгойen (1792-1872). El paroxismo de la conspiración», in Isabel Burdiel et Manuel Pérez Ledesma [dir.], *Liberales, agitadores y conspiradores. Biografías heterodoxas del siglo XIX*, Madrid, Espasa, 2000, p. 127-153.

D'autres exilés installés au Mexique maintinrent l'engagement politique qu'ils avaient développé en Europe dans les cercles libéraux radicaux, en soutenant les positions maximalistes des «Yorkins». Ils dénoncèrent alors le danger que constituaient les Péninsulaires insuffisamment engagés envers la république, les soupçonnant de conspirer pour que l'Espagne récupère ses possessions. Certains d'entre eux étaient des Italiens en lien avec les Carbonari – dont les «Yorkins» s'étaient inspirés pour dessiner leur modèle organisationnel – comme Florencio Galli, Claudio Linati et le marquis de Santangelo. Les deux premiers avaient trouvé refuge dans l'Espagne constitutionnelle et gardèrent des contacts avec quelques exilés péninsulaires, comme Ceruti, arrivé au début de 1824, en provenance des États-Unis. Ils défendirent, depuis les colonnes de plusieurs journaux qu'ils avaient fondés, les positions des «Yorkins» et accusèrent les «Écossais» de représenter au Mexique le libéralisme modéré qu'ils considéraient responsable de l'échec du Triennat en Espagne. Au sein du journal *El Iris*²³, Galli et Linati rencontrèrent le poète cubain José M. Heredia, arrivé des États-Unis en 1825. Toutefois, la polémique provoquée par Santangelo, qui avait critiqué l'inactivité du gouvernement mexicain – dominé par les «Écossais» – face à une possible invasion espagnole, entraîna l'expulsion des Italiens du Mexique²⁴. Ceruti, en revanche, réussit à échapper à la loi d'expulsion des Espagnols grâce à ses contacts avec des *leaders* «yorkins». Néanmoins, en 1830, il déménagea à New York pour participer à l'organisation d'une expédition insurrectionnelle contre Ferdinand VII²⁵.

COLLABORATION INSURRECTIONNELLE DANS LE MONDE HISPANIQUE POST-IMPÉRIAL

À partir de 1823, de nombreuses collaborations entre exilés espagnols et agents latino-américains se mirent en place en dehors des Amériques, notamment à Londres. Plusieurs diplomates latino-américains aidèrent les Espagnols dans leur lutte insurrectionnelle contre Ferdinand VII, tout en utilisant leurs services pour faire avancer des projets, en particulier éditoriaux, importants pour leurs pays. Les succès, difficultés et revers qu'ils partagèrent contribuèrent à la formation du libéralisme international, dans laquelle l'Atlantique hispanique joua un rôle central. Non seulement cet espace politique

23. Périodique éphémère publié entre janvier et août 1826 au Mexique, consacré à la poésie, au théâtre, à la gravure, mais aussi à la critique politique.

24. Érika Pani, «Orazio de Attellis, marquis de Santangelo, et les républiques américaines», in Clément Thibaud, Alejandro Gómez, Gabriel Entin et Federica Morelli [dir.], *L'Atlantique révolutionnaire, une perspective ibéro-américaine*, Bécherel, Les Perséides, 2013, p. 115-130.

25. Juan Luis Simal, «Ramón Ceruti: las travesías trasatlánticas del liberalismo y el republicanismo decimonónicos», in Manuel Pérez Ledesma [dir.], *Trajectorias trasatlánticas...* op. cit., p. 123-164.

perdura malgré les indépendances, mais il fut capital pour la formation et la diffusion du langage politique libéral-républicain dans le monde occidental²⁶.

La collaboration entre Espagnols exilés et Hispano-américains se manifesta aussi dans la préparation d'insurrections. Même si elle se limita à des projets spécifiques et conjoncturels, sa portée symbolique fit naître, à la Cour de Madrid, le spectre d'une révolution planifiée par des conspirateurs dont les connexions supranationales atteindraient le continent américain. La potentialité d'une union des forces avait alimenté les craintes des autorités espagnoles à partir de 1816-1817, lors de l'expédition en Nouvelle Espagne de Javier Mina – chef guérillero pendant la Guerre d'Indépendance et opposant à la restauration absolutiste de Ferdinand VII en 1814 – planifiée par un réseau international basé à Londres, dans laquelle les autorités espagnoles avaient vu la main d'une conspiration universelle²⁷. Dans la proclamation qu'il lança en avril 1817, Mina faisait de Ferdinand VII un ennemi de la liberté des Péninsulaires et des Américains, et appliquait la logique du *pronunciamiento* pour provoquer une réaction en chaîne dans toute la Monarchie. Mina vint grossir les rangs des aventuriers, pirates et militaires européens qui avaient transformé le Golfe du Mexique en un foyer d'opérations clandestines, se heurtant ainsi aux intérêts géostratégiques des puissances de la zone. Ce fut également le cas de Mariano Renovales qui, en 1817, après avoir contacté l'agent vénézuélien López Méndez en Angleterre, prépara, avec divers aventuriers britanniques et français des Caraïbes, un plan visant à déclencher une révolution au Mexique. Renovales décida cependant de mettre aux enchères ses services auprès des puissances intéressées à l'effondrement de l'Empire espagnol. Britanniques et Français repoussèrent son offre de privilèges commerciaux avec les nouvelles nations et même celle de promouvoir l'installation d'une « monarchie française au Mexique ». L'Espagne accepta en revanche sa proposition de trahir l'expédition, guidée par sa crainte des aventuriers susceptibles d'attaquer ses possessions américaines instables. Toutefois, la supercherie fut finalement révélée et Renovales finit sa vie en prison²⁸.

26. Cette communauté s'étendit à d'autres contextes européens et donna corps à une « internationale libérale » incarnée dans un réseau transatlantique de solidarité et d'influence mutuelle : Maurizio Isabella, *Risorgimento in Exile. Italian Émigrés and the Liberal International in the Post-Napoleonic Era*, Oxford, Oxford University Press, 2009 ; Gabriel Paquette, 'Introduction: Liberalism in the Early Nineteenth-Century Iberian World', *History of European Ideas*, 2014, volume 41, n° 2, p. 153-165.

27. Guadalupe Jiménez Codinach, *La Gran Bretaña y la independencia de México, 1808-1821*, México, FCE, 1991 ; Manuel Ortuño Martínez, *Xavier Mina. Guerrillero, liberal, insurgente*, Pamplona, Universidad Pública de Navarra, 2001. La vision de l'ambassadeur aux États-Unis dans Archivo Histórico Nacional, Madrid, Estado, leg. 5641, Luis de Onís à Pedro Cevallos, Philadelphie, 22 juillet 1816.

28. Manuel Ortuño Martínez, « Mariano Renovales. Expedición liberal frustrada a Nueva España », *Tríenio*, n° 36, 2000, p. 29-60 ; Rafe Blaufarb, *Bonapartists in the borderlands: French Exiles and Refugees on the Gulf Coast, 1815-1835*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2005, p. 76 pour la citation.

Les Hispano-américains désiraient collaborer avec les exilés péninsulaires dans leur lutte contre l'ennemi commun, la monarchie de Ferdinand VII. Comme on l'a vu, cette dernière n'avait pas renoncé à récupérer les territoires américains et constituait en outre un obstacle pour la consolidation des nouvelles républiques qu'elle refusait de reconnaître diplomatiquement. Elle se méfiait en outre des actions des Hispano-américains dans la Péninsule depuis qu'en 1820 ils avaient participé au financement du pronunciamiento libéral de l'armée²⁹. Après 1823, l'aide hispano-américaine aux exilés espagnols allait servir à compliquer une éventuelle reconquête et à créer les conditions de la reconnaissance des nouvelles nations par les puissances européennes. Les agents hispano-américains considérèrent qu'ils devaient soutenir l'installation en Espagne d'un régime dirigé par les libéraux alors en exil, et favorable à la reconnaissance des républiques nouvellement indépendantes.

Les exilés espagnols préparèrent leurs projets insurrectionnels avec le soutien du libéralisme international, qui englobait des Hispano-américains. Les contacts furent établis à travers les délégations diplomatiques des républiques hispano-américaines en Europe, en particulier par le biais de José Fernández de la Madrid, ambassadeur à Londres de la Grande Colombie, et de Vicente Rocafuerte, secrétaire puis ministre plénipotentiaire du Mexique³⁰. Ces deux pays avaient signé, en octobre 1823, un traité défensif de collaboration face à la menace de reconquête d'une Espagne soutenue par la Sainte Alliance³¹.

Au cours des années 1820, les exilés espagnols lancèrent plusieurs insurrections sur les côtes de la péninsule ibérique. Malgré leurs échecs, elles donnent la mesure de la coopération transnationale qui s'y donnait à voir, et de la crainte suscitée par cette dernière. Elles impliquèrent en effet plusieurs nationalités d'exilés et de libéraux, avec des ramifications dans plusieurs pays européens et américains³². Les exilés obtinrent quelquefois le soutien financier de négociants européens voués au commerce transatlantique ou détenteurs d'une partie de la dette hispano-américaine, et qui souhaitaient éviter que l'Espagne récupère ses colonies. Un rapport de police daté de juillet 1825 affirmait que «les négociants intéressés dans les emprunts du gouvernement constitutionnel d'Espagne, ayant perdu tout espoir de recouvrer leurs capitaux, avaient formé le projet d'une expédition contre ce royaume». Celle-ci avait «le double but de forcer le roi d'Espagne à reconnaître les emprunts des

29. Archivo General de Simancas, Valladolid, Estado, leg. 8180, 13 février 1820.

30. Après que la constitution avait été restaurée en 1820, ils s'étaient retrouvés tous les deux en exil à Cuba où, pour mettre fin au conflit avec le continent, ils avaient soutenu que les Péninsulaires et les Américains partageaient un même objectif : l'émancipation politique, désormais rendue possible par le nouveau contexte constitutionnel. Néanmoins, peu après, déçus par le projet constitutionnel espagnol, ils allaient participer à la conspiration des Soleils et Rayons de Bolívar [*Soles y Rayos de Bolívar*] : cf. Jaime E. Rodríguez O., *The Emergence of Spanish America...*, op. cit.

31. Rafael Rojas, *Repúblicas de aire. Utopía y desencanto en la revolución de Hispanoamérica*, Madrid, Taurus, 2009, p. 53.

32. Irene Castells, *La utopía insurreccional del liberalismo. Torrijos y las conspiraciones liberales de la década ominosa*, Barcelona, Crítica, 1989.

Cortès et d'empêcher qu'il ne puisse tenter rien de sérieux contre les colonies insurgées».

Les soupçons de collaboration entre les Hispano-américains et les Espagnols furent renforcés par la présence de navires corsaires colombiens le long des côtes espagnoles, comme les *seize* qui, en juin 1825, avaient jeté l'ancre à Gibraltar et engagé des marins espagnols. Pour la police française, il était « bien difficile de penser qu'un tel armement ne servît pas, au besoin, des tentatives révolutionnaires sur les côtes méridionales de l'Espagne ». En juillet, ces corsaires étant apparus sur la côte catalane, l'on crut voire derrière eux l'ombre de « constitutionnels européens » prêts à attaquer Minorque ou Lanzarote³³.

Ce type de soupçons souligne l'inquiétude qui affectait les autorités européennes. La collaboration de nombreux étrangers avec les exilés espagnols ne faisait que confirmer ces craintes. Les contacts étaient fournis par un dense réseau de relations, qui incluait des agents de liaison hispano-américains, notamment Justo San Martín, le frère du Libérateur américain, exilé depuis 1824 en Europe³⁴. Le 25 mars 1828, Vicente Rocafuerte, ministre plénipotentiaire du Mexique, inquiet face à la menace que constituait toujours l'Espagne, signa un traité de collaboration entre le Mexique et la Junte de Londres, organe des exilés espagnols. Les *leaders* du libéralisme péninsulaire s'engagèrent à reconnaître, une fois au pouvoir, l'indépendance des républiques hispano-américaines et à mettre fin aux tentatives de reconquête. En échange, le Mexique devait les aider dans leurs projets insurrectionnels et financer un emprunt de cinq millions de pesos. Le traité ne fut finalement pas ratifié à cause des soubresauts de la politique mexicaine, mais les contacts se poursuivirent³⁵. Rocafuerte partageait avec les « Yorkins » l'idée qu'il fallait prendre les devants d'une possible invasion espagnole depuis Cuba en libérant l'île, projet auquel il travaillait depuis 1823³⁶.

De la même manière, au milieu de l'année 1829, l'agent mexicain Gorostiza proposa au chef de la Junte de Londres, José M. Torrijos, d'organiser une insurrection dont les dimensions se voulaient transatlantiques. L'objectif était de s'attaquer à la force militaire espagnole concentrée à Cuba. Au même moment, dans l'île, se préparait ce qui allait être la plus importante, et la dernière, tentative de reconquête du Mexique : l'expédition commandée par le brigadier Barradas déjà évoquée. Après avoir débarqué sur le territoire mexicain en juillet 1829, l'expédition fut vaincue. Le gouvernement espagnol soupçonna la Junte de Londres d'avoir contribué à cet échec par le biais d'un

33. Archives du Ministère des Affaires Étrangères, La Courneuve : Mémoires et Documents, Espagne, 385, F^o. 175, 184, 187-189.

34. *Ibidem*, F^o. 40.

35. Irene Castells, « Constitucionalismo, estrategia insurreccional e internacionalismo liberal en la lucha contra el Antiguo Régimen español (1823-1831) », *Revista de História das Ideias*, volume 10, 1988, p. 485-506.

36. Jaime E. Rodríguez O., *The Emergence of Spanish America...*, *op. cit.*

officier « infiltré », Francisco de Paula Mancha, fait prisonnier à La Havane. Le projet de conspiration était, en réalité, beaucoup plus ambitieux : il prévoyait simultanément une insurrection organisée depuis la Grande Bretagne et les États-Unis, pour laquelle « tous les États d'Amérique [devaient] fournir [...] tous les moyens qui seraient nécessaires ». Son premier objectif devait être La Havane – où les « complices du plan [étaient] parvenus à se concilier un grand nombre de Noirs afin d'œuvrer par leur biais ». Puis devait être engagée une « révolution en Espagne », en utilisant Cuba comme plateforme. Ces projets, impressionnants mais sans nul doute chimériques, n'aboutirent pas. Néanmoins, les soupçons quant aux causes de l'échec de l'expédition ne disparurent pas et empêchèrent le retour en Espagne de Barradas, qui mourut en exil en France en 1835³⁷.

Gorostiza continua de centraliser les contacts avec les Espagnols en exil à Londres. Néanmoins, après l'échec de Barradas, le gouvernement mexicain trouvait plus intéressant de traiter directement avec Ferdinand VII que de promouvoir les tentatives insurrectionnelles des exilés. La Junte de Londres s'efforça de se rapprocher à nouveau de Gorostiza en 1830, mais celui-ci répondit qu'il était en pourparlers avec l'Espagne pour qu'elle reconnaisse l'indépendance de son pays (par l'intermédiaire des gouvernements français et britannique) et que dans un tel contexte, « son gouvernement ne pouvait pas donner plus, ni protéger la révolution en Espagne ». De même en 1831, le leader libéral Espoz y Mina sollicite sans succès un prêt auprès du gouvernement mexicain pour financer ses projets insurrectionnels³⁸.

EXILÉS ET ÉCHANGES CULTURELS HISPANO-ESPAGNOLS

Malgré le spectre d'une révolution toute puissante, les conspirations furent en réalité fomentées par un nombre relativement réduit d'exilés. La collaboration entre libéraux espagnols et latino-américains fut beaucoup plus significative dans la construction d'une sphère publique hispanique post-impériale, élaborée principalement depuis l'exil européen. De nombreux Espagnols exilés en Angleterre gagnèrent leur vie grâce aux agents diplomatiques hispano-américains qui leur confièrent l'édition, la traduction et la publication de livres et de journaux destinés aux nouvelles républiques. Nombreux, parmi eux, étaient ceux qui se connaissaient depuis les Cortès du Triennat. De nouveau se détache la figure de Vicente Rocafuerte, qui promut les œuvres de Péninsulaires comme Joaquín Lorenzo Villanueva, Evaristo San Miguel ou José Canga Argüelles, écrites en pensant à l'Amérique. Bien

37. Jesús Ruiz de Gordejuela, *Barradas: el último conquistador español. La invasión a México de 1829*, México, INEHRM, 2011, p. 274-279 ; les citations sont tirées de la lettre de l'ambassadeur espagnol à Londres adressée à son gouvernement, du 16 novembre 1829.

38. Irene Castells, *Utopía insurreccional...*, op. cit. ; Irene Castells « Constitucionalismo... », loc. cit., p. 505 pour la citation.

que *Ocios de Españoles Emigrados* (1824-1827), le journal le plus important publié par les libéraux modérés à Londres, ait été pensé pour un public de Péninsulaires exilés et de Britanniques intéressés par les questions espagnoles, très vite de nombreux Latino-américains commencèrent à le lire. Rocafructe encouragea ses éditeurs (Canga, les frères Villanueva et Pablo Mendíbil) à en faire l'organe de diffusion de la culture hispano-américaine et il le finança par un abonnement de 200 exemplaires au nom de la représentation mexicaine. Après la fermeture de *Ocios*, Canga devint le principal rédacteur de *El Emigrado Observador* (1828-1829) qui contenait surtout des articles pour les lecteurs espagnols, mais était également pensé pour les nouvelles nations³⁹.

Dans cette éclosion de l'entreprise éditoriale espagnole en exil, les facteurs économiques jouèrent également un rôle important. La demande latino-américaine de produits culturels adaptés au nouveau contexte politique, que l'Espagne ne pouvait naturellement satisfaire, offrait de nouvelles opportunités. La sous-dotation des centres de production culturelle dans les nouvelles républiques fut remarquée par certains éditeurs – notamment Rudolf Ackermann, un Allemand installé à Londres. Pour répondre à cette demande, ce dernier bénéficia de la collaboration de plusieurs exilés espagnols sans emploi qui, par leur formation et leur expérience, constituaient des auteurs idéaux. Le premier émigré que contacta Ackermann fut l'ingénieur Lanz, dont, en 1820, il publia la traduction anglaise de son célèbre *Essai sur la Composition des Machines*⁴⁰. Ackermann investit dans la promotion de l'éducation, de la culture et de la science sur les marchés de langue espagnole, espérant que les nouvelles conditions politiques garantiraient une vaste consommation de produits culturels. Il se spécialisa ainsi dans les livres de vulgarisation, pensés pour le public peu instruit des classes moyennes émergentes des républiques hispano-américaines. Au total, entre 1823 et 1830, il publia quelque 80 titres en espagnol. Ces ouvrages résultèrent de la collaboration de trois groupes aux objectifs distincts : Ackermann lui-même, comme entrepreneur, plusieurs diplomates hispano-américains attachés à la promotion des républiques nouvellement indépendantes et enfin les exilés espagnols, en tant qu'auteurs ou traducteurs⁴¹.

Ackermann commença par publier *Las Variedades o el Mensajero de Londres* (1823-1825), édité par les exilés espagnols José Blanco White et le susmentionné Mendíbil, qui traitait de thèmes principalement américains ou destinés à instruire les Hispano-américains en matière d'histoire, de littérature, de géographie ou de politique ; il reçut un accueil favorable⁴². José

39. María T. Berruezo León, *La lucha de Hispanoamérica por su independencia en Inglaterra, 1800-1830*, Madrid, Ediciones de Cultura Hispánica, 1989.

40. coécrit avec Agustín de Betancourt. Cf. Manuel Lucena Giraldo, *Historia de un cosmopolita...*, *op. cit.*, p. 162.

41. Eugenia Roldán Vera, *The British book trade and Spanish American independence: education and knowledge transmission in transcontinental perspective*, Aldershot, Ashgate, 2003.

42. Fernando Durán, « Dudas y brahmines: estrategias críticas de José María Blanco White en

Joaquín de Mora fut le principal rédacteur de *El Museo Universal de Ciencias y Artes* (1824-1826), publication par laquelle il souhaitait exporter en Amérique latine les progrès réalisés en Angleterre dans les domaines des sciences, de l'agriculture et du commerce⁴³. Au début de l'année 1826, commença à paraître le *Correo Literario y Político de Londres*, suite de *Variedades*, et dirigé par Mora. Il visait à diffuser les goûts littéraires contemporains dans les républiques, à instruire en distrayant, et à élever les connaissances et les vertus morales et civiques des Américains⁴⁴.

L'entreprise éditoriale la plus ambitieuse d'Ackermann fut ses *Catéchismes*, destinés à fournir aux nouvelles nations des livres en castillan qui permettent l'acquisition de connaissances basiques en lettres, sciences et arts. Plusieurs émigrés espagnols collaborèrent à leur rédaction : Mora, Villanueva, José Núñez de Arenas, Pastor et José de Urcullu. Blanco White qui, avec Rocafuerte, était à l'origine de ce projet, écrivit en 1824 à ce propos : « Qui aurait dit, il y a trente ans, aux auteurs dont les œuvres paraissent actuellement aux presses hispano-anglicanes de M. Ackermann qu'ils viendraient s'exercer dans cette capitale, et que le marché pour de telles œuvres se trouverait dans des États libres de l'autre côté de l'Atlantique!? »⁴⁵.

Les *Catéchismes* connurent un grand succès en Amérique latine, avec des milliers d'impressions. Joseph Lancaster, le pédagogue qui créa la méthode éducative d'enseignement mutuel qui porte son nom – très populaire en Amérique Latine – les utilisa dans ses écoles⁴⁶. Ackermann parvint à dominer le marché du livre dans les républiques hispano-américaines dans les années qui suivirent leur indépendance. En 1824, il ouvrit une librairie au Mexique et à la fin de 1825, il en avait ouvert une autre au Guatemala. Peu après, on pouvait trouver ses livres, écrits en grande partie par des exilés espagnols, à Lima, Cuzco, Buenos Aires, Santiago de Chile, San José ou Caracas⁴⁷.

Variedades o el Mensajero de Londres», in Daniel Muñoz Sempere et Gregorio Alonso [dir.], *Londres y el liberalismo hispánico*, Madrid/Frâncfort, Iberoamericana-Vervuert, 2011, p. 65-68.

43. Manuel Valera Candel, « Actividad científica realizada por los liberales españoles exiliados en el Reino Unido, 1823-1833 », *Asclepio*, 2007, vol. LIX, n° 1, p. 131-166; María Pilar Asensio Manrique, « Mora en Londres: aportaciones al hispanoamericanismo », in Daniel Muñoz Sempere et Gregorio Alonso [dir.], *Londres y el liberalismo...*, op. cit., p. 111-121.

44. María T. Berrueto León, *La lucha de Hispanoamérica...*, op. cit.; Carol Tully, 'Ackermann, Mora and the Transnational Context: Cultural Transfer in the Old World and the New', in Daniel Muñoz Sempere et Gregorio Alonso [dir.], *Londres y el liberalismo...*, op. cit., p. 153-164; *Catalogue Ackermann, publisher of Books and Prints and superfine Water Colour Manufacturer to his Majesty*, Londres, Repository of Arts, 1830. Mora, Mendíbil et Ackermann coopérèrent de façon assidue à plusieurs autres projets.

45. *Variedades*, II, p. 252-253, cité par Manuel Moreno Alonso, *La forja del liberalismo en España. Los amigos españoles de Lord Holland, 1793-1840*, Madrid, Congreso de los Diputados, 1997, p. 369.

46. L'Espagnol Manuel Codorníu, éditeur de *El Sol*, diffusa la méthode au Mexique avec le soutien de plusieurs députés des Cortès de Madrid, où ils avaient lancé le système; Jaime E. Rodríguez O., *The Emergence of Spanish America...*, op. cit., p. 57.

47. Eugenia Roldán Vera, *The British book trade...*, op. cit.

L'AMÉRIQUE LATINE, LA RÉPUBLIQUE ET L'EXIL

Comme on l'a vu, des exilés espagnols et des agents latino-américains collaborèrent étroitement à la préparation de divers projets insurrectionnels et à de multiples entreprises éditoriales. Des concordances, ambiguïtés et tensions entre libéralisme et républicanisme furent ainsi mises au jour au sein du monde hispanique atlantique. En Espagne, « république » était un terme qui, après la Révolution française, avait acquis de fortes connotations négatives et était de ce fait évité dans les textes politiques ou littéraires. Depuis le début de la révolution libérale, il était principalement utilisé comme insulte politique. Pendant le Triennat, parler de républicanisme visait à discréditer des rivaux politiques. Ainsi, alors qu'en Amérique Latine on ne cessait de proclamer des républiques, dans la Péninsule ne demeurerait, au mieux, qu'un crypto-républicanisme qui défendait des valeurs républicaines sans évoquer de changement institutionnel⁴⁸.

Par ailleurs, l'installation de républiques en Amérique latine ne fut pas un fait historiquement inévitable. En réalité, de nombreux *leaders* indépendantistes envisagèrent des projets de monarchie et quelques-uns les mirent en pratique. Au Mexique, les Traités de Córdoba (en 1821) ratifièrent la séparation de deux monarchies constitutionnelles, mexicaine et espagnole. Peu après, l'Empire mexicain d'Iturbide était formé. Le débat historiographique autour de l'établissement d'une république fédérale au Mexique en 1824 est loin d'être résolu ; il inclut un débat sur l'influence de la Constitution espagnole de 1812. Le poids des attentes fédéralistes des provinces fut décisif, et l'existence d'une préférence idéologique majoritaire pour le républicanisme demeure incertaine. Dans tous les cas, c'est à travers la conspiration que les républicains forcèrent au changement de régime⁴⁹.

Il importe ici de souligner que les voyages transatlantiques et l'exil de certains penseurs et *leaders* politiques jouèrent un grand rôle dans le triomphe du républicanisme au Mexique. Parmi eux, Vicente Rocaфуerte se détache de nouveau : défenseur de la Constitution de 1812, reparti en Amérique depuis l'Espagne libérale en mars 1821, il s'installa à Cuba et fut ensuite séduit par son expérience états-unienne, lors d'une mission accomplie en 1821 pour le compte de conspirateurs républicains mexicains. Dans sa conversion au républicanisme – comme dans celle de nombreux autres Latino-américains – sa déception face à la monarchie constitutionnelle mise en pratique dans la Péninsule joua un grand rôle. Député aux Cortès de 1814, Rocaфуerte

48. Jordi Roca Vernet, « ¿Hubo republicanos en el Trienio Liberal? Historia, moral y federalismo en el discurso republicano del primer liberalismo », *Revista de Estudios Políticos*, n° 156, 2012, p. 85-123.

49. Alfredo Ávila, *Para la libertad. Los republicanos en tiempos del imperio*, México, UNAM, 2004 ; Ivana Frasquet, *Las caras del águila. Del liberalismo gaditano a la república federal mexicana (1820-1824)*, Castellón de la Plana, Universitat Jaume I, 2008 ; Jaime E. Rodríguez O., *We are now the True Spaniards: Sovereignty, Revolution, Independence and the Emergence of the Federal Republic of Mexico, 1808-1824*, Stanford, Stanford University Press, 2012.

avait défendu une proposition autonomiste d'insertion de l'Amérique dans l'Empire constitutionnel hispanique. Mais l'attitude fermée des libéraux péninsulaires face à la question américaine pendant le Triennat, les difficultés que le libéralisme, fragilisé par ses conflits internes, rencontrait pour se consolider dans la Péninsule et la menace d'une intervention étrangère avec l'accord de Ferdinand VII minèrent la confiance de Rocafructe envers la monarchie constitutionnelle et le poussèrent à opter pour l'indépendance sous une forme républicaine. Finalement, Rocafructe participa aux conspirations successives et joua un rôle central dans la diffusion du républicanisme au Mexique⁵⁰.

Cependant, Rocafructe – qui servit différents gouvernements hispano-américains pendant sa carrière politique – ne cessa jamais d'adhérer à une vaste communauté hispanique héritée de la monarchie espagnole. En plus des républiques qu'il considérait comme des nations sœurs, il y incluait les libéraux péninsulaires qui partageaient avec les Hispano-américains une cause commune dans la lutte contre une tyrannie qu'ils avaient tous subie : dans une défense de la Constitution qu'il publia en 1820 à Cuba, il fit référence à la « grande famille espagnole »⁵¹. Américains et Péninsulaires avaient été selon lui corrompus par le despotisme mais pouvaient être régénérés et mener une existence heureuse sous des formes nationales différenciées. À propos des Espagnols résidant au Mexique, Rocafructe posait en 1821 la question suivante :

« Ne serait-ce pas une injustice indigne d'hommes indépendants que d'essayer de poursuivre et d'exiler de notre sol les Espagnols, pour le simple fait d'être nés dans la Péninsule ? En quoi sont-ils responsables, les malheureux, du fait que le gouvernement ait été un oppresseur et un tyran cruel et despotique ? »⁵²

Ces mots s'inscrivent dans la lignée d'une pensée pan-hispanique déjà exprimée par Javier Mina en 1817, même s'ils assument l'inévitable fragmentation nationale de l'espace hispano-américain. Rocafructe conserva de fait des contacts avec les libéraux espagnols. Il eut une grande influence sur les exilés espagnols, notamment à Londres, et favorisa la publication de plu-

50. Jaime E. Rodríguez O., *Monarquía, constitución, independencia y república: la transición de Vicente Rocafructe del antiguo al nuevo régimen, 1783-1832*, Michoacán, El Colegio de Michoacán, 2008 ; José Antonio Aguilar, « Vicente Rocafructe y la invención de la república hispanoamericana, 1821-1823 », in José Antonio Aguilar et Rafael Rojas [dir.], *El republicanismo en Hispanoamérica. Ensayos de historia intelectual y política*, México, FCE, 2002, p. 352-387. Rocafructe ne fut pas, loin s'en faut, le seul républicain hispano-américain qui avait prêché l'autonomisme constitutionnel et qui conserva des amitiés politiques avec des Péninsulaires après l'indépendance.

51. Jaime E. Rodríguez O., *Monarquía, constitución...*, op. cit., p. 53.

52. Vicente Rocafructe, *Ideas necesarias a todo pueblo americano independiente que quiera ser libre*, Filadelfia, D. Huntington. T. & W. Mercein, 1821, p. 16.

sieurs ouvrages où ces derniers professaient des principes républicains et légitimaient l'indépendance.

À l'instar de Rocafructe, nombre de libéraux espagnols commencèrent, une fois en exil, à adopter des positions proches du républicanisme. Déçus par un roi qui avait refusé de devenir un monarque constitutionnel et loin du climat antirépublicain de la Péninsule, les libéraux exilés purent exprimer clairement des opinions républicaines sans peur du rejet, en particulier en Amérique⁵³.

Toutefois, chez nombre d'exilés espagnols, la proximité du républicanisme hispano-américain produisit d'importants conflits internes. Certains exilés contribuèrent à asseoir les républiques américaines dans la sphère internationale. Ils le firent par affinité idéologique, ainsi que pour combattre Ferdinand VII, mais également en raison de besoins matériels. Cependant, leur identité nationale espagnole naissante, différente de celle des nouvelles républiques, poussait certains d'entre eux à nourrir une profonde culpabilité en participant à un projet qui, non seulement confirmait la fin de l'Empire espagnol, mais en plus au nom d'arguments extrêmement critiques envers la patrie espagnole⁵⁴.

En revanche, d'autres exilés, notamment ceux qui étaient allés en Amérique latine, essayèrent de s'adapter à la nouvelle situation et, à l'instar de plusieurs Espagnols (et Italiens) résidant au Mexique, participèrent aux débats sur le caractère politique et national du nouvel État, en adoptant, bien souvent, des positions radicales. Ils contribuèrent à renforcer l'idée que le continent américain était destiné à développer des républiques modernes et prospères, alors que le sol européen était condamné à subir des monarchies corrompues. Comme Rocafructe l'affirmait, les Européens allaient comprendre que «le gouvernement le plus parfait [était] l'américain» et que «le jour [viendrait] où tous aspireraient à changer leurs monarchies constitutionnelles en gouvernements américains; de même qu'aujourd'hui ils aspiraient à changer leurs trônes despotiques en monarchies constitutionnelles»⁵⁵. Les exilés transatlantiques se percevaient comme des victimes de la décadence européenne et ils tentaient de transférer en Amérique leurs projets avortés. Rocafructe n'oubliait pas de mentionner les Péninsulaires qui adopteraient une nouvelle patrie américaine : «Prenons dans nos bras, comme des frères, ceux qui, mariés et attachés à notre sol, auront reconnu notre indépendance et qui, fidèles à leurs promesses, observeront exactement nos lois. Offrons liberté, sécurité et protection à tous ceux qui voudront jouir des avantages de notre nouveau système»⁵⁶.

53. Juan Luis Simal, *Emigrados. España...*, *op. cit.*

54. Juan Luis Simal, «Crisis imperial y de identidad: liberales españoles en el exilio», in Delphine Diaz, Jeanne Moisan, Romy Sánchez et Juan Luis Simal [dir.], *Exils entre les deux mondes. Migrations et espaces politiques atlantiques au XIX^e siècle*, Mordelles, Les Perséides, 2015, p. 89-111.

55. Vicente Rocafructe, *Ideas necesarias...*, *op. cit.*, p. 7.

56. *Idem*, p. 17.

Quoi qu'il en soit, la reconnaissance par l'Espagne des républiques hispano-américaines, processus lent et tortueux, ne se produisit qu'une fois l'État libéral en place, dans la décennie 1830, alors que de nombreux anciens exilés participaient aux institutions. Le traité avec le Mexique – le premier État reconnu par l'Espagne – fut signé en 1836 par José M. Calatrava, président du gouvernement et exilé en 1823. Son texte appelait les deux peuples «à se regarder comme des frères de par leurs anciens liens d'union, leur origine commune et leurs intérêts réciproques»⁵⁷.

*

Les trajectoires individuelles et celles de groupes représentatifs d'exilés telles qu'elles sont exposées dans cet article présentent un échantillon d'une communauté hispano-américaine post-impériale complexe. Cette dernière perdura malgré les tensions, divisions et affrontements qui caractérisèrent le monde atlantique hispanique tout au long du XIX^e siècle. L'Espagne et l'héritage espagnol continuèrent à constituer des références controversées dans la construction des nations hispano-américaines. Les nouveaux États héritiers de la Monarchie espagnole des deux côtés de l'Atlantique gardèrent des liens culturels, religieux, linguistiques et commerciaux, tandis que, politiquement, ils façonnèrent des projets nationaux divergents. Malgré leurs dissemblances, ceux-ci ne firent pas obstacle aux circulations migratoires massives des décennies suivantes. En outre, le processus de fabrication d'une nouvelle culture politique partagée, mêlant des traits républicains et libéraux, ne fut pas interrompu par les indépendances. Des Espagnols exilés et des Hispano-américains continuèrent à y participer, sur de nouvelles scènes et dans de nouveaux contextes.

*Juan Luis Simal est Profesor ayudante doctor
à l'Universidad Autónoma de Madrid*

57. Carlos Malamud [dir.], *Ruptura y reconciliación. España y el reconocimiento de las independencias latinoamericanas*, Madrid, Fundación Mapfre – Santillana, 2012, p. 23.